

Ce qui forme la valeur d'environ 792 000 têtes de gros bétail disséminés sur une étendue de 3,605,167 acres de terre cultivée. Il y a dix ans la proportion était donc de une tête de gros bétail par 4½ acres de terre cultivée.

En 1861, on comptait :

Taureaux, bœufs, bouvillons.....	200,991
Vaches laitières.....	328,370
Veaux et génisses.....	287,611
Chevaux de tout âge.....	248,515
Moutons.....	682,829
Cochons.....	286,400

Nombre de pièces..... 2,034,716

Ce qui forme environ 1,037,700 têtes de gros bétail. Ce chiffre est beaucoup plus élevé que le précédent ; mais dans cette même année l'étendue des terres livrées à la culture était de 4,804,235 acres, ce qui abaissait la proportion à une tête de gros bétail par 4½ acres de terre cultivée. C'est-à-dire qu'en 1851, 100 acres de terre pouvaient nourrir 22 têtes de gros bétail, tandis que 10 ans après ces 100 acres n'en nourrissaient plus que 21. La différence est légère si la comparaison se fait sur de petites étendues ; mais elle affecte sérieusement la richesse publique si on prend pour point de départ la surface cultivée d'un pays tout entier.

Maintenant si les statistiques nous permettaient de ne comparer ensemble que les terres qui se trouvaient en culture en 1851, et de mettre de côté celles qui ont été défrichées depuis cette époque, les chiffres seraient bien autrement en faveur de notre thèse. Mais la chose étant impossible nous nous contentons de ce que nous avons sous la main. Les terres nouvellement défrichées, sont infiniment plus riches que les vieilles terres épuisées par une culture non raisonnée, et cependant en dépit de cette plus grande richesse, le résultat final est une diminution.

De 1851 à 1861 un peu plus d'un million d'acres de forêts ont été livrés à la culture, et malgré cette énorme addition de terre fertile par excellence, le pays a perdu un dix-huitième du bétail qu'il aurait pu nourrir avec une culture plus intelligente. Cela est-il un progrès ? nos lecteurs savent maintenant comment répondre.

Dans notre dernière causerie nous disions qu'à mesure de l'augmentation de la population, on est obligé de faire de nombreux empiètements sur la surface cultivée en fourrages et par conséquent de restreindre le nombre des animaux de la ferme. Les choses ne se passent pas tout-à-fait de cette manière en Canada ; mais cette différence ne détruit pas le principe, et elle tient à un état tout spécial de notre pays. Lorsque la terre ne suffit pas à la consommation, on fait des défrichements ; car de nos jours, on se soucie beaucoup plus d'ouvrir de nouvelles terres que d'améliorer les anciennes ; de sorte que la culture de ces dernières restent dans le même état. C'est tellement le cas que, en comparant 1851 avec 1861, la surface destinée à la production du foin n'a pas augmenté d'une manière notable dans ces dix années. Sur près de 1,200,000 acres de terre défrichés pendant ce laps de temps 900,000 acres ont été consacrés à la culture des grains et des racines alimentaires. C'est-à-dire que le quart de ces terres seulement sert à la production des fourrages. Agir ainsi, c'est pécher contre les règles les plus élémentaires de l'économie rurale. La richesse ne peut être conservée sur une terre qu'à la condition de consacrer à la culture des plantes fourragères la moitié au moins de toute la surface du sol cultivé. Nous savons fort bien que les choses se passent autrement dans la culture ordinaire ; nous venons d'en rendre les résultats palpables. Il nous reste à faire connaître les effets désastreux de ce système si peu rationnel.

Il reste encore sur la surface du sol canadien des étendues im-

menses de terre qui ne demandent qu'à produire ; mais les premiers frais de mise en culture sont toujours excessivement coûteux ; d'ailleurs est-il parfaitement sage d'abattre les forêts de tout un pays pour les transformer en terres cultivables, l'expérience des peuples prouve le contraire. Si donc l'on ne veut pas avoir à déplorer les pertes souvent irréparables provenant du déboisement complet, il faut ménager le bois et ne pas abattre toutes les forêts comme on le fait aujourd'hui.

Alors s'il vient un moment où il faille s'arrêter dans les défrichements, comment la culture pourra-t-elle subvenir aux besoins de la population ? la solution ne se trouve que dans l'amélioration des procédés culturaux.

De plus, en supposant que la terre soit de bonne qualité et qu'elle ne soit qu'épuisée par une mauvaise culture antérieure, il est incontestable que dans ce cas, l'amélioration coûte moins cher que la mise en culture d'une terre en bois debout.

Nous avons suffisamment démontré quels sont les résultats du défaut d'amélioration en agriculture, et nos lecteurs connaissent que notre culture recule rapidement. Dieu sait où elle s'arrêtera dans ce mouvement rétrogradé.

Cependant tous les vrais amis de leur pays sont à l'œuvre, le plus grand nombre prêche d'exemple dans leurs localités et de temps en temps ils font des conquêtes. Le gouvernement de son côté fait son devoir, il soutient de son influence et des deniers publics les deux écoles d'agriculture qui ont été fondées depuis quelques années.

Quelques journaux agricoles ont aussi fait leur apparition ; mais que de chemin il reste encore à faire pour rattraper les années perdues. Il est du devoir de la *Gazette des Campagnes* de guider les hommes du progrès dans la voie des améliorations. Parmi les moyens que la science agricole met à la disposition des cultivateurs, l'introduction des légumineuses fourragères est considérée par les meilleurs praticiens comme le moyen le plus important, et celui qui donne les résultats les plus avantageux.

Depuis que les cultivateurs s'aperçoivent de la diminution graduelle de leurs récoltes, ils auraient dû prendre au moins les moyens de l'arrêter sinon d'obtenir une augmentation de produits ; mais rien ou presque rien n'a été fait dans ce sens. Terrible apathie qui peut avoir les effets les plus pernicieux sur la prospérité générale de notre patrie.

Dans notre prochaine causerie nous commencerons l'étude de la culture des légumineuses fourragères que nos lecteurs ne connaissent encore que de nom.

(A continuer.)

## REVUE DE LA SEMAINE

Les nouvelles locales toutes fraîches ne nous sont pas encore arrivées ; elles se débattent dans la neige qui vient de se donner carrière, et elle se donne carrière à un point tel que tout semble devoir devenir neige.

Depuis notre dernière *Revue*, nous n'avons rien d'important à noter relativement à ce qui s'est passé dans les séances du parlement local ; disons pourtant que M. Ch. Roy, député de Kamouraska, a pris son siège et qu'il a été présenté par l'hon. premier ministre M. Chauveau, et l'hon. M. Chapais.

La législature de Terre-Neuve a demandé, presque à l'unanimité, que la province de ce nom fasse partie de la Confédération.

Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en reproduisant ce qui suit du *Courrier du Canada* :

« Deux cent trente zouaves canadiens servent actuellement le Saint-Père. On compte déjà parmi eux, outre deux officiers, MM. Murray et Taillefer, deux sergents-majors ; un sergent-